



Processus d'adjudication et de gestion des contrats

**Direction des contrats et
des ressources matérielles**

Juin 2012

Plan de présentation

- ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION ET DE LA SURVEILLANCE DES MARCHÉS
- MANDAT DE LA DIRECTION DES CONTRATS ET DES RESSOURCES MATÉRIELLES
- MISE EN CONTEXTE ET DONNÉES CONTRACTUELLES

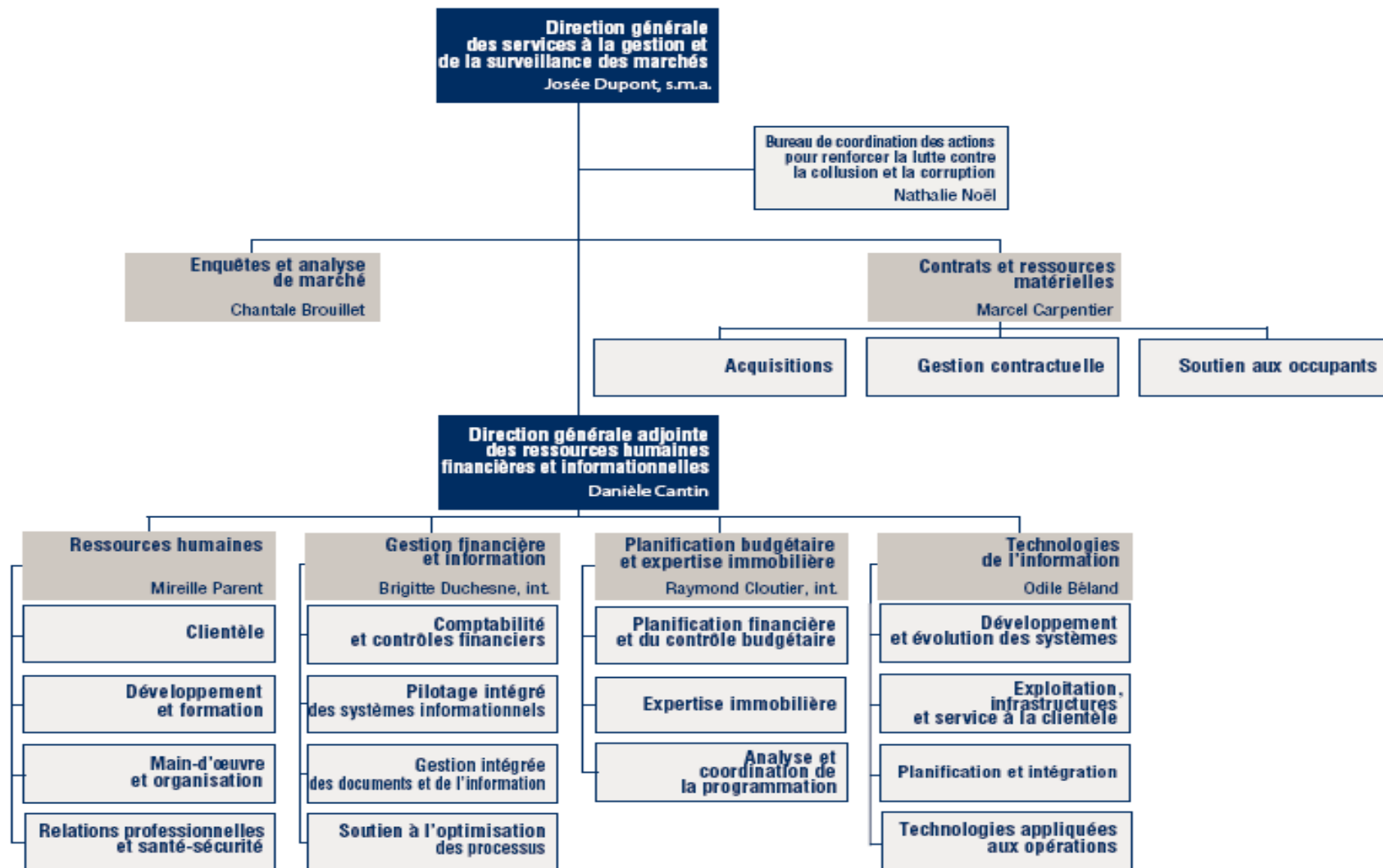
ADJUDICATION DES CONTRATS

- ENCADREMENT LÉGISLATIF, RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF
- MODES D'ADJUDICATION
- MODES DE SOLLICITATION
- PUBLICATION DES RENSEIGNEMENTS
- RÔLES ET RESPONSABILITÉS
- EXCEPTIONS À L'APPEL D'OFFRES
- AUTORISATION DE LA SOUS-MINISTRE
 - AVANT LA PUBLICATION
 - AVANT LA CONCLUSION DU CONTRAT
- SERVICES PROFESSIONNELS – COMITÉ DE SÉLECTION
- PROGRAMMES DE CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE
- CONTRATS DE FABRICATION ET DE POSE D'ENROBÉ
- QUALIFICATION EN STRUCTURES COMPLEXES
- SITUATIONS D'URGENCE
- FOURNISSEUR UNIQUE
- UNE SEULE SOUMISSION CONFORME
- PRIX EXCÉDANT 10 % DE L'ESTIMATION
- PRIX INFÉRIEUR À 20 % DE L'ESTIMATION
- GUICHET UNIQUE DE QUALIFICATION
- CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT
- ACHATS REGROUPÉS

GESTION DES CONTRATS

- ENVIRONNEMENT DE PROJET POUR LA SURVEILLANCE DE CHANTIER
- RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES INTERVENANTS
- MODIFICATIONS À UN CONTRAT
- PROCESSUS D'APPROBATION D'AVENANT
- AUTORISATIONS REQUISES DES MODIFICATIONS AUX CONTRATS
- ÉVALUATION DU RENDEMENT
- RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
- RÉCLAMATIONS
- STATISTIQUES SUR LA DÉPENSE FINALE DES CONTRATS
- ANNEXES

Organigramme de la Direction générale des services à la gestion et de la surveillance des marchés



Mandat de la Direction des contrats et des ressources matérielles

- Proposer, à la direction du Ministère, l'encadrement administratif dans les domaines de :
 - la gestion contractuelle particulièrement en matière d'octroi et de réclamations sur contrats;
 - la gestion des immeubles, des télécommunications, de messagerie, de numérisation et d'archivage de plans;
 - l'acquisition et la disposition de biens.
- Fournir directement aux gestionnaires et employés des unités territoriales et centrales de Québec et de Montréal, des services de conseil et d'expertise en matière de gestion contractuelle et de ressources matérielles;

Mandat de la Direction des contrats et des ressources matérielles (suite)

- Soutenir le développement socio-économique du Québec en privilégiant l'essai et le développement des produits nécessaires aux activités du Ministère;
- Représenter le Ministère auprès des organismes centraux et auprès des autres intervenants sur toute question touchant la gestion contractuelle, la gestion des immeubles, des télécommunications, de messagerie, de numérisation et d'archivage de plans et l'acquisition et la disposition de biens, le tout en faisant valoir les préoccupations et les besoins ministériels.

- Le ministère des Transports est responsable de 30 451 kilomètres de routes et de 5 241 structures;
- Depuis 2008, le Ministère a repris la responsabilité de l'entretien de 4 279 ponts situés sur le réseau municipal, pour un total de 9 520 structures;
- L'industrie de la construction et de l'ingénierie dans le domaine des grands travaux est très sollicitée par le Ministère, les municipalités, Hydro Québec, etc.;

Mise en contexte et données contractuelles (suite)

- De nombreux intervenants agissent en matière de gestion contractuelle puisque plusieurs activités sont décentralisées dans les directions territoriales telles que la rédaction des devis, la signature et la gestion des contrats;
- L'uniformité de traitement est assurée par un encadrement approprié (directives ministérielles, instructions techniques, lettres types, séances de formation et d'information). Différents devis types sont à la disposition des intervenants. Un système ministériel assure le suivi des événements d'un contrat;
- Le Ministère dispose d'un réseau ministériel de répondants dans chacune de ses directions, lesquels ont la responsabilité d'agir comme agents-multiplicateurs.

Mise en contexte et données contractuelles (suite)

- Les investissements routiers sont passés de 1,3 milliard de dollars en 2005-2006 à 4 milliards de dollars en 2010-2011;
- Depuis 2008-2009, le Ministère a adjugé une moyenne annuelle de 4 437 contrats de 25 000 \$ et plus dont 1 344 contrats de construction et 2 195 contrats de services professionnels
 - Durant cette même période, la valeur annuelle des contrats de construction a été de 2,12 G\$ et de 450 M\$ pour les contrats de services professionnels;
- En 2011-2012, le Ministère a adjugé 4 662 contrats de 25 000 \$ et plus.

Adjudication des contrats

Encadrement législatif, réglementaire et administratif

- La Loi sur les contrats des organismes publics
- Les accords de libéralisation des marchés publics
- La réglementation sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics
- Les politiques de gestion du Conseil du trésor
- Les directives ministérielles.

Modes d'adjudication

Valeur estimée	Type de contrats	Mode d'adjudication
Moins de 25 000 \$ Moins de 22 500 \$	Construction et services professionnels et techniques Approvisionnement	Appel d'offres sur invitation privilégié ou gré à gré
22 500 \$ et plus	Approvisionnement	Appel d'offres public
25 000 \$ à 90 000 \$	Construction et services professionnels et techniques	Appel d'offres sur invitation régionale auprès de tous les concurrents ayant manifesté de l'intérêt ou de gré à gré avec autorisation
90 000 \$ et plus	Construction et services professionnels et techniques	Appel d'offres public ou Appel d'offres public régionalisé pour le génie
25 000 \$ à 100 000 \$	Déneigement	Appel d'offres public régionalisé
100 000 \$ et plus	Déneigement	Appel d'offres public

Modes de sollicitation

Type contrats	Critère	Adjudicataire
Construction	Prix	Le plus bas soumissionnaire conforme
Services nature technique (incluant déneigement)	Prix	Le plus bas soumissionnaire conforme
Services professionnels	Prix Qualité Qualité et prix	<ul style="list-style-type: none">• Le plus bas soumissionnaire conforme• Plus haut pointage qualité• Prix ajusté le plus bas en fonction de la qualité
Approvisionnement	Prix	Le plus bas soumissionnaire conforme

Appel d'offres public

Résultats de l'ouverture des soumissions au SÉAO

Suivant l'ouverture des soumissions (nom des soumissionnaires et montant des soumissions).

Résultats d'adjudication au SÉAO

Suivant l'adjudication du contrat (nom de l'adjudicataire et montant du contrat).

Appel d'offres sur invitation et de gré à gré au SÉAO

Publication mensuelle des contrats de 25 000 \$ et plus

Appel d'offres public, sur invitation et de gré à gré sur le site Internet du MTQ

Publication mensuelle de la liste des contrats accordés de 25 000 \$ et plus sur le site Internet du MTQ

Rôles et responsabilités

CONTRATS DE CONSTRUCTION, SERVICES PROFESSIONNELS ET DE SERVICES DE NATURE TECHNIQUE

- Directions territoriales
 - Définition du besoin, estimation, adjudication des contrats de gré à gré, appels d'offres sur invitation, offre et signature du contrat, gestion du contrat et évaluation de rendement.
- DCRM
 - Publication au SEAO, processus d'appel d'offres public, réception, ouverture, analyse des soumissions, comité de sélection.

CONTRATS DE SERVICES DE NATURE TECHNIQUE (DÉNEIGEMENT)

- Directions territoriales
 - Définition du besoin, estimation, adjudication des contrats de gré à gré, appels d'offres sur invitation, appels d'offres publics, réception, ouverture, analyse des soumissions, offre et signature du contrat, gestion du contrat et évaluation de rendement.
- DCRM
 - Publication au SEAO.

CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT

- Directions territoriales
 - Définition du besoin, estimation, appels d'offres sur invitation et adjudication des contrats de gré à gré de moins de 25 000 \$, offre et signature du contrat, gestion du contrat et évaluation de rendement.

- DCRM
 - Analyse du dossier, appels d'offres publics, réception, ouverture, analyse des soumissions, offre et signature du contrat, gestion du contrat et évaluation de rendement
 - Publication au SEAO
 - Adjudication des contrats de gré à gré de 25 000 \$ et plus.

Exceptions à l'appel d'offres

1. Situation d'urgence
2. Seul contractant possible
 - Garantie
 - Droit de propriété
 - Droits exclusifs (droit d'auteur, licence, brevet, valeur artistique, patrimoniale ou muséologique)
3. Question de nature confidentielle ou protégée
4. Lorsqu'un appel d'offres ne servirait pas l'intérêt public (contrats à tarifs non négociables de fabrication et pose d'enrobé bitumineux, fournisseur unique)
5. Contrats adjugés à un témoin expert, un enquêteur, conciliateur, négociateur, médiateur, arbitre
6. Acquisition de moins de 200 000 \$ (sable, pierre, gravier, enrobés bitumineux)
7. Contractants non visés par la loi (municipalités, universités, conseils de bande).

Exceptions

Exceptions à l'appel d'offres – Nombre et valeur des contrats

			2010-2011			2011-2012	
			Nombre	Valeur (000\$)		Nombre	Valeur (000\$)
1.	Situation d'urgence		8	1 359 \$		29	21 755 \$
2.	Seul contractant possible		54	21 455 \$		68	20 020 \$
3.	Nature confidentielle et protégée						
4.	Intérêt public		322	216 340 \$		207	165 516 \$
5.	Enquêteur, conciliateur, témoin expert		1	156 \$		10	2 037 \$
6.	Acquisition de moins de 200 000 \$		151	12 807 \$		132	9 543 \$
7.	Contractants autres		100	32 074 \$		196	* 96 285 \$
Total			636	284 191 \$		642	315 156 \$

* Contrat de 71 000 000 \$ accordé à La Nation Crie de Mistissini

Avant la publication d'un avis d'appel d'offres pour un contrat de services professionnels

- Des contrats sont adjugés à plus d'un prestataire de services (génie ou arpentage)
- Des contrats à exécution sur demande sont adjugés à plusieurs prestataires de services d'ingénierie ou d'arpentage (programme de contrat à exécution sur demande en génie).

Autorisation de la sous-ministre (suite)

Avant la conclusion d'un contrat d'approvisionnement, de services et de travaux de construction

- Un contrat de nature confidentielle ou protégée
- Un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public (contrats à tarifs non négociables de fabrication et de pose d'enrobé bitumineux)
- La durée du contrat de services ou d'approvisionnement, incluant tout renouvellement, est supérieure à trois ans
- Un seul soumissionnaire a présenté une soumission conforme ou une soumission acceptable à la suite d'une évaluation de la qualité.

Composition

Montant du contrat

Nombre de membres

< 2 M\$

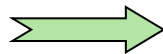


1 secrétaire

2 membres internes

1 membre externe au MTQ

≥ 2 M\$



1 secrétaire

4 membres internes

1 membre externe au MTQ

Note : Le comité de sélection doit être constitué avant le lancement de l'appel d'offres

Modalités ministérielles de constitution

- Rotation et objectivité assurées par un choix séquentiel des membres
- Convocation individuelle et confidentielle au nom de la sous-ministre
- Aucun lien hiérarchique entre deux membres
- Représentation minoritaire de l'unité concernée par le contrat
- Exclusion du chargé de projet pour plus d'impartialité sauf dans les domaines d'expertise limitée
- Absence de conflit d'intérêts.

Sélection des membres

Le Ministère utilise un système informatique :

- constituant une banque de membres potentiels selon leurs domaines de compétence
- permettant la constitution, le suivi et l'historique des comités de sélection
- permettant la rotation des membres en sélectionnant celui ayant la date la plus ancienne de convocation, et ce, selon le domaine des travaux
- permettant un suivi des cas de remplacement des membres.

Rôle du membre **avant** le comité :

- Prend connaissance et signe le formulaire d'engagement solennel à l'effet qu'il agira sans partialité, faveur ni considération, en l'absence de conflit d'intérêts et sous confidentialité
- Assure la confidentialité de sa nomination, du contenu des documents et informations qui lui sont transmis
- Analyse seul chacune des soumissions selon une évaluation de type « objective ».

Rôle du membre **pendant** le comité

- Remet, en début de rencontre au secrétaire de comité, le formulaire d'engagement solennel dûment signé
- Continue d'appliquer l'évaluation de type « objective »
- Contribue à la mise en commun des évaluations individuelles en vue de l'obtention d'une note de consensus.

Fonctionnement du Comité

Les membres évaluent la qualité des soumissions
au moyen de la grille d'évaluation élaborée par le MTQ

Évaluation *qualité* seulement (4 critères) :

- Pondération de chaque critère en fonction de son importance relative
- Évaluation de chaque critère sur une échelle de 0 à 100 points
- Possibilité de critères éliminatoires avec un minimum de 70 points
- La note finale est la somme des notes accordées multipliée par leur taux de pondération
- Soumission acceptable si elle reçoit 70 points et plus.

Évaluation *qualité-prix* (5 critères) :

- Ajustement du prix de chaque soumission acceptable selon une formule de prix ajusté avec un paramètre de 20 %
- Le montant soumissionné est le montant du contrat (nonobstant le prix ajusté aux fins d'adjudication).

Services professionnels

Grille d'évaluation - Qualité

Critères d'évaluation des soumissions	Taux de pondération ⁽¹⁾ selon la valeur estimée du contrat		
Critères favorisant les prestataires de services locaux	< 200 000 \$	≥ 200 000 \$ < 500 000 \$	≥ 500 000 \$
Proximité du lieu de réalisation des travaux	30 %	20 %	10 %
4 critères de qualité de services			
Organisation : qualité, méthodologie, homogénéité	25 %	25 %	25 %
Expérience du prestataire de services	5 %	10 %	15 %
Expérience du chargé de projet	15 %	20 %	25 %
Expérience des autres ressources proposées	25 %	25 %	25 %
	70 % ⁽²⁾	80 % ⁽²⁾	90 % ⁽²⁾
<p>(1) Facteur qui sert à quantifier l'importance que l'on accorde à un critère. Ce facteur est multiplié par la note allouée au prestataire de services (entre 0 et 100 points).</p> <p>(2) Valeur en pourcentage accordée pour les quatre critères concernant la qualité de la soumission sur l'ensemble des critères. L'importance de la qualité augmente avec la valeur estimée du contrat. Un prestataire de services doit obtenir un minimum de 70 % des points sur l'ensemble des quatre critères de qualité pour que sa soumission soit considérée acceptable.</p>			

Services professionnels

Grille d'évaluation – Prix ajusté le plus bas

PARTIE 1		
MESURE DU NIVEAU DE QUALITÉ		
Critères d'évaluation		Pondération du critère (P)
S'il y a lieu, cocher le ou les critères qualitatifs pour lequel (lesquels) un minimum de 70 points est exigé.	✓	0 à 100 %
Expérience du chargé de projet		25 %
Approche préconisée		25 %
Organisation		20 %
Expérience du prestataire de services		10 %
Expérience des autres ressources proposées		20 %
La soumission est acceptable si elle totalise 70 points minimum sur 100, soit 70 % des points*		100 %
NOTE FINALE POUR LA QUALITÉ : (somme des notes pondérées)		
PARTIE 2		
CALCUL DU RAPPORT QUALITÉ PRIX		
Prix soumis (Soumissions acceptables seulement)		
1	Coefficient d'ajustement pour la qualité : $1 + K \%$ (<u>Note finale pour la qualité – 70</u>)	
	30	
2	Prix ajusté : _____ Prix soumis _____	
	Coefficient d'ajustement de la qualité	
PRIX AJUSTÉ LE PLUS BAS (AUX FINS D'ADJUDICATION) :		

Programmes de contrats à exécution sur demande

Objectif : Avoir accès à un plus grand nombre de prestataires de services par direction territoriale pour la réalisation des travaux

Spécialités :

- génie routier
- ingénierie des ponts
- ingénierie des sols et matériaux

Durée de chacun des programmes : (3 ans)

Modalités :

- création d'une liste de prestataires retenus par domaine, par région;
- montant maximum de chacun des mandats fixés à 180 000 \$ (conception) et 315 000 \$ (surveillance);
- disposition prévue visant à donner le droit à une direction de requérir les services de prestataires inscrits dans d'autres régions en cas de non-disponibilité ou non-expertise des ressources;
- possibilité de présenter un ou plusieurs chargés de projet dans un même volet d'une même soumission afin de favoriser la prise d'expertise par des chargés de projet moins expérimentés ou ayant agi majoritairement à titre d'adjoints et ainsi augmenter le nombre de chargés de projets disponibles.

Contrats de fabrication et de pose d'enrobé

Modes d'adjudication

Moins de 24 999 \$	Appel d'offres sur invitation ou de gré à gré
25 000 \$ à 99 999 \$	Appel d'offres sur invitation, si concurrence ou à tarifs non négociables, si absence de concurrence
100 000 \$ et plus	Appel d'offres public si concurrence ou à tarifs non négociables, si absence de concurrence sur autorisation de la sous-ministre
Concurrence	Il y a concurrence lorsque : <ul style="list-style-type: none">▪ l'écart des estimations (basées sur les tarifs fixés par le Ministère) entre les centrales d'enrobage situées le plus près des travaux est inférieur à 5 %;▪ les centrales sont certifiées ISO 9001 et sont opérationnelles;▪ un représentant dûment autorisé de chaque entreprise concernée confirme par écrit à l'UA la disponibilité de la centrale pour réaliser les travaux dans les délais requis.

Établissement de la tarification

Les tarifs de fabrication et de pose d'enrobé sont déterminés par le MTQ suite à des études de marché et des observations en chantier. À partir de ces données, le prix unitaire de chaque opération est établi en fonction du coût moyen journalier de production divisé par la production moyenne pour une journée de travail de dix heures.

Tarifs

Les tarifs sont établis selon le coût de :

- la main-d'œuvre
- la centrale d'enrobage et les équipements
- les matériaux
- le transport
- l'administration et les profits.

Centrale d'enrobage et équipements

Les tarifs tiennent compte des facteurs suivants :

- la dépréciation
- l'intérêt de l'investissement
- les frais de réparation et d'entretien
- le coût du carburant, de l'électricité et/ou de l'huile à chauffage
- le coût des lubrifiants et des filtres, etc.
- le coût des assurances, permis, taxes, etc.
- les frais d'administration
- le profit.

Remarque :

Lorsque pour certains équipements un taux maximum de location est établi par le directeur général des achats du gouvernement, ce taux est utilisé.

Contrats de fabrication et de pose d'enrobé (suite)

Transport

Matériaux granulaires et de l'enrobé

Les taux et tarifs pour le camionnage en vrac fixés par le MTQ sont utilisés, s'ajoutent les frais l'administration et le profit.

Bitume (payé par le MTQ)

Les taux de transport applicables dans l'industrie sont utilisés, s'ajoutent les frais d'administration et le profit.

Déplacement de la main-d'œuvre et pension

Les tarifs associés au déplacement et aux frais de pension de la main-d'œuvre sont établis selon les indemnités prévues à la convention collective - secteur génie civil et voirie en vigueur, auxquels s'ajoutent les frais d'administration et le profit.

Qualification en structures complexes

- Faisant suite à la recommandation n° 7 de la Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde, mise en place d'une qualification en avril 2010;
- Qualification en regard de la construction de ponts neufs considérés complexes ou le remplacement de tabliers de ponts considérés complexes
 - auprès des entrepreneurs spécialisés en structures basées sur des critères d'expérience des entrepreneurs, de compétence des ressources humaines et d'obtention d'un certificat d'enregistrement ISO 9001 pour les travaux de mise en œuvre d'un ouvrage d'art;
- Durée de la qualification : 1 an et comporte une clause permettant son renouvellement pour deux périodes additionnelles et successives d'une année chacune;
- Avis de qualification annuel pour permettre aux entrepreneurs non qualifiés de le faire ou d'ajouter des ressources s'ils le désirent;

En mars 2012, 62 entrepreneurs sont qualifiés.

Situations d'urgence

- Outil d'aide à la décision en vue du rétablissement à la suite d'une situation d'urgence, alors que la sécurité des biens et des personnes est en cause (fondé sur les critères du ministère de la Sécurité publique) (2010-04-22)
- Urgence de restaurer, de reconstruire ou de stabiliser dans les circonstances suivantes :
 - La mobilité des usagers cause une congestion telle que l'efficacité des services d'urgence est compromise OU
 - L'augmentation du débit de circulation sur le chemin de détour menace la sécurité des personnes ou l'intégrité des infrastructures sur le chemin de détour OU
 - La longueur et/ou la durée du chemin de détour engendrent des problématiques importantes aux services d'urgence OU
 - L'état de l'infrastructure peut se détériorer si des mesures ne sont pas prises rapidement.

Situations d'urgence (suite)

- Le Ministère a le devoir d'agir avec célérité et diligence pour assurer la sécurité de la population, laquelle prévaut toujours dans les actions du Ministère
- Autorisation de paiement par la sous-ministre (100 000 \$ et plus) ou le sous-ministre adjoint (moins de 100 000 \$) avec éléments justificatifs.

Fournisseur unique

- Démonstration qu'il existe un seul contractant apte à répondre aux besoins et possédant les qualifications
- Avis d'intention au SEAO – Durée 7 jours

Si une entreprise se manifeste et répond aux besoins :

- Appel d'offres public

Si aucune entreprise ne se manifeste :

- Autorisation préalable du sous-ministre adjoint (25 000 \$ à 99 999 \$)
- Autorisation préalable de la sous-ministre (100 000 \$ et plus).

Réception d'une seule soumission conforme

- Obligation de communiquer avec les entreprises qui se sont procuré les documents d'appel d'offres et qui n'ont pas soumissionné
- Questionnaire utilisé afin d'assurer une uniformité des renseignements recueillis et la possibilité de compiler des statistiques
- Autorisation de la sous-ministre avant la conclusion du contrat.

Prix soumis supérieur à 10 % ou inférieur à 20% de l'estimation

Prix excédant 10 % de l'estimation

Le chargé de projet :

- produit une analyse des écarts des 3 plus basses soumissions
- compare les prix pour chacun des articles des bordereaux *
- établit si le montant estimé est erroné ou si le prix soumis est trop élevé
- formule une recommandation, soit :
 - reprendre le processus d'appel d'offres
 - obtenir l'autorisation de la sous-ministre pour accorder le contrat. L'analyse des écarts doit être approuvée par la sous-ministre.

* Référence : Annexe 1

Prix soumis inférieur à 20 % de l'estimation

- Obligation de réaliser une analyse en comparant les 3 plus basses soumissions
- Contrat de 1 M\$ et plus
- Analyse transmise au sous-ministre adjoint dans un délai de 3 mois suivant l'adjudication du contrat.

A) L'homologation des produits / La qualification des fournisseurs

Ces deux axes d'intervention visent la reconnaissance, par le MTQ, de la conformité d'un produit ou d'un fournisseur relativement à des normes ou à des spécifications techniques préalablement établies

- 1) Détermination du besoin
- 2) Homologation et qualification
- 3) Avis public : réception des soumissions
- 4) Vérification de la conformité comparativement aux exigences techniques
- 5) PRODUITS HOMOLOGUÉS / FOURNISSEURS QUALIFIÉS

Exigences normatives établies

B) L'évaluation technique des nouveaux produits

Évaluation technique des nouveaux produits et des nouvelles technologies à l'égard de la capacité de satisfaire les besoins du MTQ :

- 1) Nouveau produit
- 2) Produit d'intérêt
- 3) Produit expérimental
- 4) Produit éprouvé

Exigences normatives non établies

Guichet unique de qualification (suite)

- Élaborer les programmes d'homologation et faire la publication
- Administrer les demandes d'homologation de produits des entreprises
- Assurer l'application du processus ministériel de qualification des produits et des fournisseurs de produits et coordonner l'ensemble des unités administratives impliquées dans ce processus
- Établir et diffuser, aux utilisateurs internes et externes, les listes de produits homologués et de fournisseurs qualifiés
- Annuellement, la valeur des contrats adjudés pour des produits homologués représente entre 13 et 15 % de la valeur totale des contrats d'approvisionnement de 25 000 \$ et plus adjudés par le Ministère (126 M \$).

Produits homologués – Valeur des contrats adjugés

LISTE DES PRODUITS HOMOLOGUÉS

Contrats adjugés > 25 000 \$ - du 2011-04-01 au 2012-03-31

Description du produit	Nombre de contrats	Montant total
Dispositifs d'extrémité de glissière de sécurité semi-rigide	7	902 000,00 \$
Atténuateurs d'impact	7	600 000,00 \$
Luminaires	2	422 000,00 \$
Enrobés pour rapiéçage des chaussées - Enrobés à froid en sacs	2	67 000,00 \$
Murs de soutènement	0	- \$
Ponceau	1	29 000,00 \$
Peintures pour structures d'acier	0	- \$
Produits de marquage des routes	4	10 524 000,00 \$
Repères visuels de travaux	2	95 000,00 \$
Supports cédant sous l'impact	3	3 982 000,00 \$
TOTAL	28	16 621 000,00 \$

Processus d'acquisition pour les biens délégués au MTQ

Essentiellement, ce sont des biens qui sont utilisés dans les travaux ou des activités reliés à la construction ou à l'entretien du réseau routier

Il y a principalement deux types :

1. Achats spécifiques
2. Achats regroupés

Achats spécifiques

Processus qui est déclenché lorsqu'une direction territoriale exprime un besoin particulier et ponctuel pour un produit.

Exemples : matériaux granulaires, dispositifs de retenue, équipements scientifiques, etc.

Achats regroupés

Processus qui est déclenché par le Service des acquisitions pour des besoins récurrents et pour lesquels la quantité peut être évaluée avec un certain degré de précision par les Directions territoriales

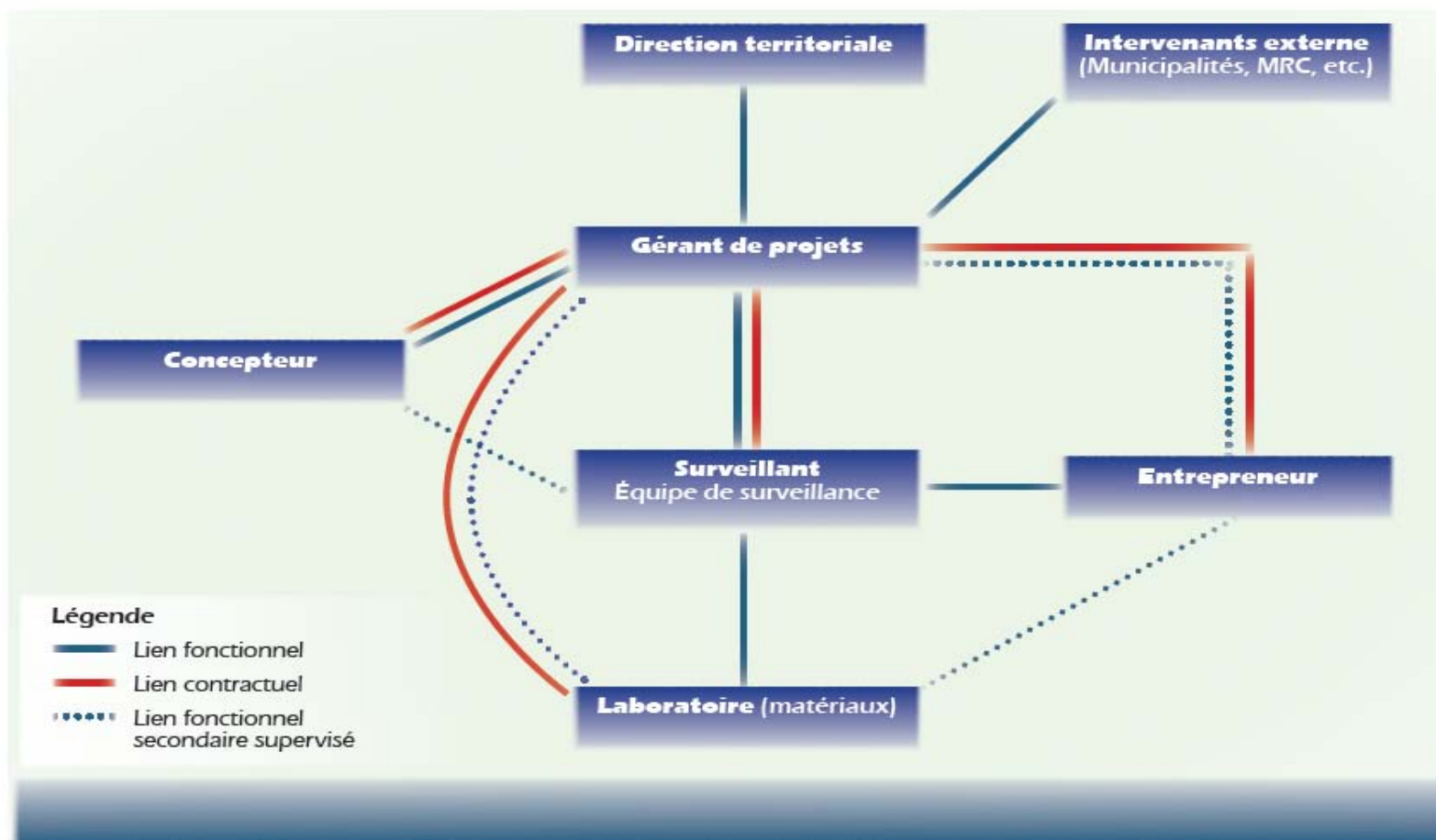
- Une collecte de besoins est faite auprès des directions territoriales du Ministère;
- L'ensemble des besoins est compilé et fait l'objet d'un seul appel d'offres;
- En regroupant les besoins du Ministère, il y a une augmentation des volumes, et donc, un meilleur pouvoir d'achat.

Exemples : peintures de marquage, glissières de sécurité, bitume, etc.

Gestion des contrats

Environnement de projet pour la surveillance de chantier

Liens entre les intervenants pour la surveillance de chantier



Rôle et responsabilités des intervenants

Gérant de projet :

- Employé du Ministère, sous l'autorité d'un chef de service, chargé de la réalisation du projet.

Surveillant :

- Ingénieur chargé par le Ministère de surveiller et d'inspecter les travaux (aspects qualitatifs, quantitatifs et administratifs).

Équipe de surveillance :

- A comme mission de soutenir le surveillant dans la réalisation de ses activités (ex. : collabore au journal de chantier, effectue les contrôles qualitatifs des matériaux, calcule les quantités, etc.).

Référence : Guide de surveillance 2011

Modifications à un contrat (avenant)

Un contrat peut être modifié dans la mesure où la modification demeure un accessoire du contrat et n'en change pas la nature.

Exemples :

- Ouvrages imprévus
- Conditions manifestement différentes
 - Position et qualité du roc
 - Présence d'argiles sensibles non détectée
 - Réfection de structures dont l'ampleur des réparations n'a pu être détectée
 - Surveillance additionnelle lorsque la durée des travaux est plus longue que prévu.

Le Ministère a mis en place un processus d'approbation des modifications aux contrats qui occasionnent une dépense supplémentaire.

Processus d'approbation d'avenant

L'avenant est le document qui modifie l'objet, les clauses ou les conditions du contrat original après sa signature. Un avenant doit notamment être préparé pour :

- Autoriser l'exécution et le paiement d'ouvrages imprévus lorsqu'ils sont nécessaires;
- Formuler une entente concernant un changement des conditions d'exécution lorsque ces conditions sont manifestement différentes de celles indiquées au contrat et autoriser les coûts additionnels s'y rattachant;
- Autoriser le paiement des coûts additionnels associés aux variations de prix unitaires (renégociations de prix unitaires);
- Autoriser une prolongation de délai d'exécution;
- Autoriser une demande de modification provenant de l'entrepreneur.

Référence : Guide de surveillance 2011

Proposition d'avenant – Approbation préliminaire

Rapport justificatif – Étape 1

- Nature et nécessité des travaux
- Établissement de la responsabilité du Ministère
- Estimation des coûts et impacts de ces travaux.

Référence : Guide de surveillance 2011

Proposition d'avenant – Approbation d'exécution

Rapport justificatif – Étape 2

- Demande ou offre de prix à l'entrepreneur
 - Au prix global à forfait
 - Au prix unitaire à forfait
 - À prix coûtant majoré
- Étude et négociation du prix
- Difficultés particulières d'exécution de l'ouvrage
- Prolongation de délai (seulement pour les avenants modifiant le délai d'exécution).

Référence : Guide de surveillance 2011

Lorsqu'il ne peut y avoir d'entente entre les parties, le Ministère fixe le prix de l'avenant.

L'entrepreneur conserve en tout temps le droit de présenter une réclamation s'il se croit lésé. Il ne peut refuser d'exécuter les ouvrages en question.

Autorisations des modifications aux contrats qui occasionnent une dépense supplémentaire

Nature du contrat	Montant initial du contrat	Pourcentage – Supplément / Montant initial du contrat	Autorisations
Approvisionnement	< 25 000 \$	< 25 % (max. 25 000 \$)	Directeur
	> 25 000 \$	< 10 %	Sous-ministre adjointe - DGSGSM
		> 10 %	Sous-ministre
Construction	< 100 000 \$	< 10 %	Chef de service + Suivi du directeur
		> 10 %	Sous-ministre adjoint ou DG
	> 100 000 \$	< 10 %	Chef de service + Suivi du directeur
		> 10 %	Sous-ministre
Nature technique	< 100 000 \$	< 10 %	Chef de service + Suivi du directeur
		> 10 %	Sous-ministre adjoint ou DG
	> 100 000 \$	< 10 %	Chef de service + Suivi du directeur
		> 10 %	Sous-ministre
Services professionnels	< 100 000 \$	----	Sous-ministre adjoint ou DG
	> 100 000 \$	< 10 %	Sous-ministre adjoint ou DG
		> 10 %	Sous-ministre

Contrats d'approvisionnement, de construction et de services

Dépenses supplémentaires supérieures à 10 %

Exercices financiers	Nombre	Montants des coûts additionnels	Montants des contrats
2009-2010	88	50 432 508 \$	200 286 183 \$
2010-2011	117	83 086 349 \$	319 874 595 \$
2011-2012	139	69 010 887 \$	323 900 972 \$

Contrats de construction et nature technique

Dépenses qui résultent d'une variation de quantité

Montant initial du contrat	Pourcentage des dépenses/ Montant initial du contrat	Autorisations
< 5 000 000 \$	< 20 %	Chef de service – Exécuter et payer les travaux
	> 20 %	Chef de service – Exécuter les travaux
		Sous-ministre adjoint ou DG – Payer les travaux
> 5 000 000 \$	< 15 %	Chef de service – Exécuter et payer les travaux
	> 15 %	Chef de service – Exécuter les travaux
		Sous-ministre adjoint ou DG – Payer les travaux

Évaluation du rendement

Le rapport de rendement est obligatoire pour un contrat de :

- 100 000 \$ incluant les renouvellements pour contrats de construction et de services de nature technique
- 25 000 \$ pour les contrats de services professionnels en génie qui font l'objet d'une évaluation de rendement dans le système ERF

dans tous les cas, si insatisfaisant.

- Seule la sous-ministre peut confirmer un rapport de rendement insatisfaisant.
- Un contractant qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, n'est pas admissible à soumissionner pour des travaux de même nature.

Modalités réglementaires :

- Négociation à l'amiable
- Processus de réclamations
- Tribunal judiciaire, organisme juridictionnel ou arbitre

Article 53 RCTC

Processus :

- Avis d'intention → directeur territorial → 15 jours
de réclamer copie au surveillant
- Analyse par le surveillant et proposition, s'il y a lieu
- Si acceptation de l'entrepreneur, fin du processus (paiement par avenant au contrat)
- À défaut d'entente, l'entrepreneur peut présenter une réclamation
- Réclamation → sous-ministre → 120 jours suivant la réception par l'entrepreneur de l'estimation finale des travaux ou de l'estimation des travaux faisant l'objet de la réception avec réserve.

Conditions préalables :

- La description et la preuve de travaux additionnels ou d'un dommage subi
- La responsabilité du Ministère par rapport aux événements et à l'interprétation des documents contractuels
- Une évaluation détaillée des dommages réclamés.

TRAITEMENT :

1. Réception de la réclamation :

Service de la gestion contractuelle – Secteur des réclamations

2. Rapport des responsables de la surveillance des travaux :

Surveillant, gérant de projet et chef de service de la direction territoriale concernée

3. Analyse de la réclamation et établissement d'une proposition initiale de règlement :

Secteur des réclamations

Réclamations (suite)

4. Rencontre des parties :

Entrepreneur, responsables de la surveillance des travaux et Secteur des réclamations

5. Conciliation et établissement d'une proposition finale de règlement à la suite d'une ou de rencontres des parties :

Secteur des réclamations

6. Demande de commentaires au directeur général concerné

7. Transmission de l'offre finale de règlement à l'entrepreneur

Réclamations (suite)

- Le paiement de la réclamation est autorisé par la sous-ministre adjointe de la Direction générale des services à la gestion et de la surveillance des marchés
- L'autorisation de la sous-ministre est requise lorsque les dépenses supplémentaires incluant le règlement de la réclamation excèdent 10 % du montant initial du contrat.

Note : Il s'écoule généralement un délai de 12 à 16 mois entre la réception d'une réclamation et le paiement à l'entrepreneur de l'offre de règlement.

Statistiques des réclamations 2001-2012

ANNÉE	NOMBRE DE RÉCLAMATIONS REÇUES	NOMBRE DE RÈGLEMENTS ACCEPTÉS	VALEUR DES RÉCLAMATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE OFFRE DE RÈGLEMENT ACCEPTÉE	MONTANTS PROPOSÉS ET ACCEPTÉS	% DU RÈGLEMENT
2001-2002	41	27	8 517 038 \$	3 613 889 \$	42,4%
2002-2003	35	35	19 328 847 \$	8 329 490 \$	43,1%
2003-2004	50	24	8 600 035 \$	2 712 692 \$	31,5%
2004-2005	52	46	23 336 246 \$	8 237 471 \$	35,3%
2005-2006	43	24	16 152 828 \$	6 879 891 \$	42,6%
2006-2007	47	28	10 899 102 \$	2 384 047 \$	21,9%
2007-2008	20	30	30 041 242 \$	11 663 068 \$	38,8%
2008-2009	29	26	9 859 669 \$	4 893 594 \$	49,6%
2009-2010	51	17	23 375 131 \$	10 417 375 \$	44,6%
2010-2011	57	22	25 570 163 \$	8 766 244 \$	34,3%
2011-2012	41	23	36 290 596 \$	14 191 513 \$	39,1%
Moyenne	42	27	19 270 082 \$	7 462 661 \$	38,7%

Réclamations

Règlement des réclamations reçues (Avril 2009 à Mars 2012)

MONTANT DE LA RÉCLAMATION	DATE DE LA RÉCLAMATION	MONTANT DU RÈGLEMENT	%
78 494,00 \$	2010-04-23	20 000,00 \$	25,5
141 388,42 \$	2010-07-08	137 822,89 \$	97,5
8 417,57 \$	2010-10-04	1 118,63 \$ (3)	13,3
5 006,38 \$	2010-04-16	0,00 \$	0,0
2 000,00 \$	2010-03-04	0,00 \$	0,0
251 038,91 \$	2009-02-10	123 537,54 \$	49,2
439 719,37 \$	2009-12-03	220 288,84 \$	50,1
7 112,26 \$	2010-06-23	0,00 \$	0,0
16 411,63 \$	2010-07-05	0,00 \$	0,0
8 000,00 \$	2011-02-15	4 109,08 \$	51,4
5 500,00 \$	2011-02-15	5 649,98 \$	102,7
129 578,55 \$	2009-07-09	87 102,48 \$	67,2
14 372,74 \$	2009-10-22	13 965,79 \$	97,2
88 368,00 \$	2009-11-25	0,00 \$	0,0
109 218,09 \$	2010-01-13	48 459,57 \$	44,4
135 508,60 \$	2010-02-26	23 933,56 \$	17,7
187 799,25 \$	2009-04-15	78 647,65 \$	41,9
305 220,89 \$	2009-10-26	148 000,00 \$	48,5
1 939 984,82 \$	2009-05-26	883 889,38 \$	45,6
1 703 057,39 \$	2009-10-22	1 041 142,06 \$	61,1
1 095 907,51 \$	2010-05-31	442 530,42 \$	40,4

Note (3) : Jugement de cour (identique à l'offre proposée)

Réclamations

Règlement des réclamations reçues (Avril 2009 à Mars 2012)

MONTANT DE LA RÉCLAMATION	DATE DE LA RÉCLAMATION	MONTANT DU RÈGLEMENT	%
506 993,20 \$	2011-04-21	245 566,29 \$	48,4
480 601,60 \$	2009-10-30	145 794,98 \$	30,3
213 765,08 \$	2010-02-14	71 293,05 \$	33,4
36 270,00 \$	2010-12-09	0,00 \$	0,0
6 788,82 \$	2011-04-04	6 185,80 \$	91,1
16 000,00 \$	2011-02-15	16 436,30 \$	102,7
14 267,05 \$	2011-04-28	0,00 \$	0,0
10 500,00 \$	2009-11-12	10 607,37 \$	101,0
10 489,56 \$	2009-01-22	0,00 \$	0,0
125 723,98 \$	2009-03-18	106 378,48 \$	84,6
23 253 981,70 \$	2009-04-02	6 328 207,30 \$	27,2
5 759 831,04 \$	2009-04-02	4 406 044,88 \$	76,5
81 526,00 \$	2009-02-06	35 348,39 \$	43,4
14 125,00 \$	2010-03-03	6 245,55 \$	44,2
180 522,81 \$	2009-12-17	0,00 \$ (1)	0,0
1 637 477,50 \$	2009-05-14	852 477,61 \$	52,1
50 674,95 \$	2009-09-24	26 942,51 \$	53,2
150 775,79 \$	2009-10-19	44 688,34 \$	29,6
1 719 360,58 \$	2009-12-17	605 732,88 \$	35,2
269 585,03 \$	2010-04-26	109 546,67 \$	40,6
147 913,00 \$	2010-08-30	106 838,74 \$	72,2

Note (1) : Poursuite judiciaire

Réclamations

Règlement des réclamations reçues (Avril 2009 à Mars 2012)

MONTANT DE LA RÉCLAMATION	DATE DE LA RÉCLAMATION	MONTANT DU RÈGLEMENT	%
419 747,63 \$	2009-05-15	280 143,42 \$	66,7
33 168,00 \$	2009-08-18	18 838,24 \$	56,8
9 530,00 \$	2010-03-01	6 643,80 \$	69,7
245 431,33 \$	2009-07-20	0,00 \$	0,0
35 567,15 \$	2009-10-29	18 060,93 \$	50,8
482 053,44 \$	2009-11-06	140 373,83 \$	29,1
82 738,85 \$	2010-01-06	54 484,40 \$	65,9
35 705,63 \$	2010-02-12	6 057,21 \$	17,0
242 502,40 \$	2010-05-17	166 161,23 \$	68,5
7 044 713,94 \$	2009-09-10	1 739 221,72 \$	24,7
23 868,13 \$	2009-12-22	5 700,00 \$ (2)	23,9
7 288 808,00 \$	2010-01-26	0,00 \$ (1)	0,0
16 050,00 \$	2010-04-26	0,00 \$	0,0
2 989,42 \$	2009-01-09	1 280,35 \$	42,8
29 520,00 \$	2010-02-17	3 712,77 \$	12,6
100 086,96 \$	2010-05-04	0,00 \$	0,0
17 190,00 \$	2009-10-30	13 305,92 \$	77,4
183 925,78 \$	2010-04-28	0,00 \$	0,0

Note (1) : Poursuite judiciaire

Note (2) : Règlement hors cour

Statistiques sur la dépense finale des contrats

- Pour les exercices financiers (1998-1999 à 2005-2006), la dépense finale pour l'ensemble des contrats de construction et de services professionnels terminés de 25 000 \$ et plus représente 105,8 % du montant des contrats à la signature. (Contrats de construction : 108,5 % / Services professionnels : 90,6 %)
- Pour les cinq derniers exercices financiers (2006-2007 à 2010-2011), la dépense finale a été de 102 %. (Contrats de construction : 103 % / Services professionnels : 94,4 %).

Statistiques sur la dépense finale des contrats

Une analyse statistique a été réalisée par la Direction des enquêtes et de l'analyse de marché du Ministère (mai 2012), pour 1 819 contrats de construction accordés par appel d'offres public entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2009.

- Cette analyse ne démontre pas que les contrats de construction signés à un montant inférieur ou égal au montant estimé des travaux génèrent davantage de dépassements de coûts;
- De plus, les contrats accordés à un prix anormalement bas par rapport à l'estimation ne génèrent pas, en moyenne, plus de dépassements de coûts.

Annexes

Annexe 1

Circonscription électorale	Municipalité	RTSS	DOSSIER	BORDEREAU
				00
OG-DT-CS-SC			CONTRAT (BC)	
Unité administrative				
NATURE DES TRAVAUX	Reconstruction d'une section de chaussée et de ponceaux	Structure	Projet	
			Plan	

DOCUMENT 200 - Sommaire des bordereaux

Bord.	Document	Description	Date Devis	Date révision (addenda)	Total
01	210	Terrassements. fond. de chaussée, drainage et autres aménag.	2012-03-02	-----	226 503,00
02	213	Protection de l'environnement	2012-03-02	-----	7 650,00
03	220	Revêtement de chaussée en enrobé	2012-03-02	-----	75 025,00
04	255	Maintien de la circulation et signalisation	2012-03-02	-----	38 000,00

Page : 200 - 1			
Nom du soumissionnaire	Adresse	Date	Montant total 347 179,00

V-424A (08-09)

Annexe 1

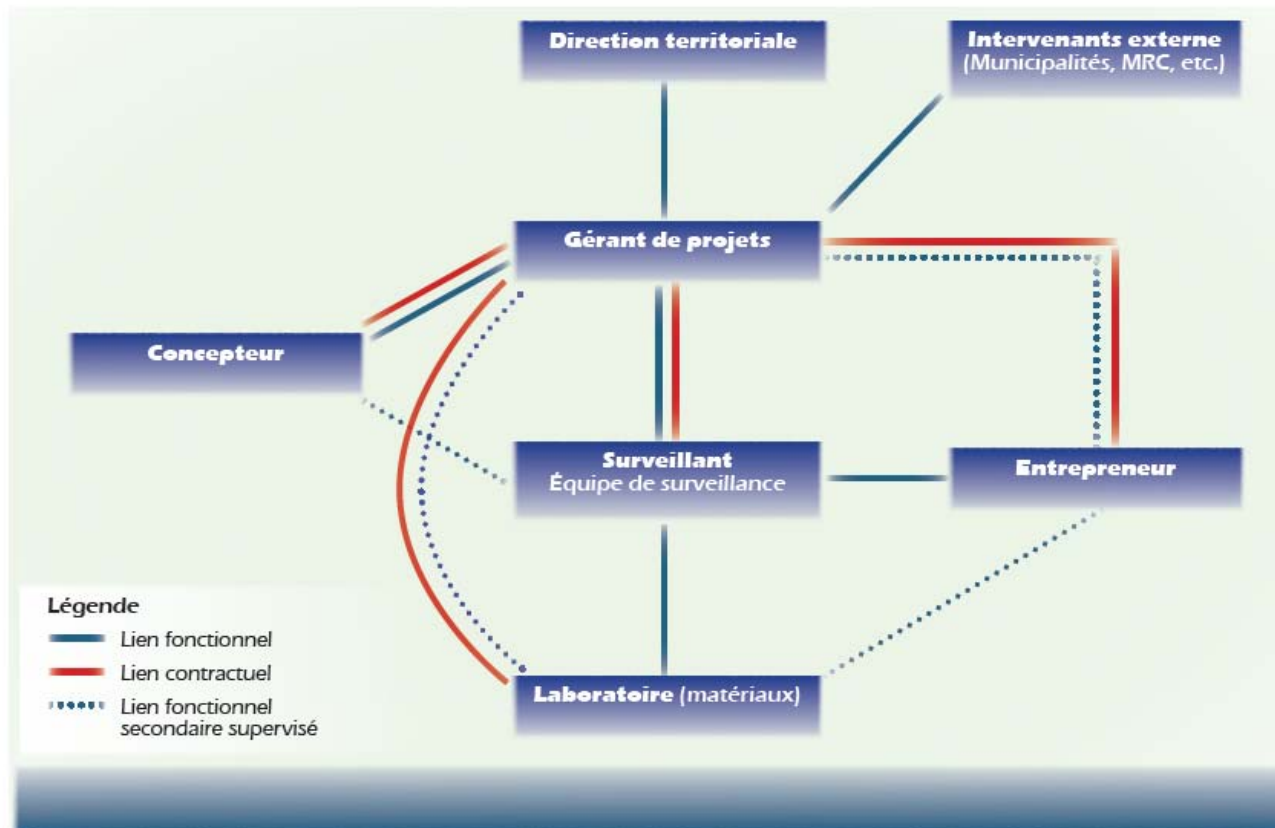
Circonscription électorale		Municipalité	RTSS	DOSSIER		BORDEREAU
						01
OG-DT-CS-SC				CONTRAT (BC)		
Unité administrative				Date du devis		
NATURE DES TRAVAUX		Reconstruction d'une section de chaussée et de ponceaux	Structure	Projet		
				Plan		

DOCUMENT 210 - Terrassements, fond. de chaussée, drainage et autres anénag.

Art. Bord.	Code	Quantité estimée	Unité de mesure	Désignation de l'ouvrage	Prix unitaire	Total
013	530760	160	Mètre	Drain perforé 150 mm et géotextile, PE (type 2), 300 kPa min.	40,00	6 400,00
014	900011	3	Unité	Aménagement à la sortie d'un drain (DN-II-3-009)	219,00	657,00
				PONCEAUX	-----	-----
015	641900	28	Mètre	Ponceau diam. 750 mm, TBA classe III ou polyéthylène (PEHD) intérieur lisse (type 1, R320)	450,00	12 600,00
016	641900	16	Mètre	Ponceau diam. 1050 mm, TBA classe III ou polyéthylène (PEHD) intérieur lisse	650,00	10 400,00
017	900011	1	Unité	Extrémité biseautée pour diam. 750 mm (béton préfabriqué ou PEHD usiné)	1 500,00	1 500,00
018	900011	2	Unité	Extrémité biseautée pour diam. 1050 mm (béton préfabriqué ou PEHD usiné)	200,00	400,00

Annexe 2

Liens entre les intervenants pour la surveillance de chantier



Rôles des intervenants

Le surveillant

Le surveillant est un ingénieur mandaté par le Ministère (ou un ingénieur du Ministère dans quelques cas) de surveiller et d'inspecter les travaux, de donner des avis professionnels sur ces derniers, de procéder à des mesurages et à des tracés, de préparer des rapports et des calculs en vue d'attester de la conformité des travaux, de recommander le paiement des ouvrages et de recevoir les travaux. (*Guide de surveillance – Chantiers d'infrastructures de transports, édition 2011*)

Lors de la réalisation des travaux, le surveillant peut s'adresser directement au concepteur (en informant le gérant du projet) pour des demandes d'informations ou de précisions concernant les plans et devis. Lorsque des changements sont requis ou que les conditions de mise en œuvre peuvent influencer le concept, le surveillant doit s'adresser au gérant de projet et celui-ci fera une demande au concepteur si nécessaire.

Le laboratoire

Le laboratoire (matériaux) est un ingénieur mandaté par le Ministère pour effectuer les essais nécessaires pour être en mesure d'attester que la qualité des matériaux et de leur mise en œuvre est conforme (contrôle de la qualité).

Commentaires :

Pour assumer son rôle pleinement et être en mesure d'attester de la conformité de l'ouvrage, le surveillant doit être en mesure de participer à la planification des contrôles à réaliser et être informé des résultats des essais sur les matériaux. Il doit aussi être informé des mesures prises dans les cas de non-conformité. Les informations liées au contrôle de la qualité des matériaux influencent la relation entre le surveillant et l'entrepreneur.

Le surveillant doit donc être en lien fonctionnel principal avec le laboratoire sinon son imputabilité risque d'être diminuée.

L'entrepreneur

L'entrepreneur est une entreprise mandatée par le Ministère qui a la responsabilité de l'exécution de l'ensemble des travaux et assume à leur égard une obligation de résultat. Il doit les diriger et les surveiller efficacement. Il est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédures, de la coordination de toutes les parties des travaux, du fonctionnement, de l'entretien et de l'enlèvement des structures et installations temporaires. (*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation, édition 2011*)

Le concepteur

Le concepteur est un ingénieur mandaté par le Ministère (ou un ingénieur du Ministère dans quelques cas) pour élaborer le concept qui permettra de répondre au besoin, en fonction des conditions existantes et il définit les caractéristiques de l'ouvrage et les conditions nécessaires à sa mise en œuvre. Ces caractéristiques et conditions doivent être respectées lors de la construction pour assurer l'intégrité et la sécurité de l'ensemble. Sa disponibilité est requise jusqu'à la fin des travaux.

Le gérant de projets

Le gérant de projet est un employé du Ministère qui est responsable de la réalisation des projets qui lui sont confiés, de l'application des processus et de l'utilisation des outils de gestion de projet. Il assure le démarrage, la planification, l'exécution, le suivi, la maîtrise de même que la fermeture de ses projets en réalisant les processus liés à la gestion de l'intégration, du contenu, des délais, des coûts, de la qualité, des ressources humaines du projet, des risques, de la communication et des approvisionnements. (*Guide de gestion des projets routiers – Édition 2009*)